

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government
Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet DIGITAL ANGLE MEASURING SYSTEM		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-140348/A		Date 2014-09-26
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-140348		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-108-24699		
File No. - N° de dossier 108qf.W8486-140348		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-11-07		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Martyn, Melanie		Buyer Id - Id de l'acheteur 108qf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0180 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-5650
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: <div>Specified Herein Précisé dans les présentes</div>		

Instructions: See Herein


Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Electronics, Simulators and Defence Systems Div.
/Division des systèmes électroniques et des systèmes de
simulation et de défense
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	CPO1 ADM (MAT) DGMPEM/DGLEPM/DGAPEM ON CANADA	W8486	DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 101 COLONEL BY DR. ATTN: D. HAWTHORNE OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada

 Public Works and Government Services Canada		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		Document No.W8486-140348/A		Part - Partie 1 of - de 2		See Part 2 for Clauses and Conditions		Voir Partie 2 pour Clauses et Conditions	
Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM		Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte	
1	DAMS- FY 14/15 - DASPM 3	D - 1	W8486	3500000	SU	XXXXXXXXXXXX	\$		See Herein		
2	DAMS- FY 15/16 - DASPM 3	D - 1	W8486	3500000	SU	XXXXXXXXXXXX	\$		See Herein		
3	DAMS- option 1 - CANSOFCOM	D - 1	W8486	402500	SU	XXXXXXXXXXXX	\$		See Herein		

**GONIOMÈTRE NUMÉRIQUE
(DIGITAL ANGLE MEASURING SYSTEMS (DAMS),
INITIAL SPARES AND TRAINING)**

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigence de sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu
4. Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS DE ENCHÉRISSEUR

1. Instructions, clauses et conditions
2. Présentation des soumissions
3. Demande de soumissions
4. Lois applicables

PARTIE 3 - BID INSTRUCTIONS DE PRÉPARATION

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Certifications requises préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT

1. Exigence de sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Autorités
6. Paiement
7. Instructions pour la facturation
8. Instructions d'expédition
9. Certifications
10. Lois applicables
11. de Priorité des Documents
12. Contrat de défense
13. Marchandises excédentaires
14. Accès à l'information
15. Livraison, inspection et acceptation

Liste des annexes:

Horaire 1	Prix des produits livrables
Annexe "A"	DAMS Énoncé des travaux
Annexe "B"	DAMS spécifications de l'équipement
Annexe 1	DAMS Matrice obligatoire

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigence de sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associé à cette exigence.

2. Énoncé des travaux

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat de qté cent deux (102) Angle Systèmes Numériques (DAMS), ainsi que des pièces de rechange initiales et la formation, comme détaillé dans l'annexe «A», Énoncé des travaux.

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats du processus de demande de soumissions. Soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être faite par écrit, par téléphone ou en personne.

4. accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (AMP-OMC), l'Accord nord-américain de libre-échange (ALENA) et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS DE ENCHÉRISSEUR

1. Instructions, clauses et conditions

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, la date et un titre sont reproduites dans (<https://buyandsell.gc.ca/policy-et-guidelines/standard-acquisition-les clauses> Clauses et conditions uniformisées d'achat -et conditions-manuel) émis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et conditions du contrat qui en résulte.

Les 2003 (26-06-2014) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, sont intégrés par renvoi et font partie intégrante de la demande de soumissions.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Unité de réception (TPSGC) à la date, heure et lieu indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Renseignements - Demande de soumissions

Toutes les demandes doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date de clôture des soumissions. Demandes de renseignements reçues après cette date ne peuvent pas être répondues.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible l'élément numéroté de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Des précautions doivent être prises par les soumissionnaires pour chaque question de manière suffisamment détaillée pour permettre au Canada de fournir une réponse précise. Demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention «exclusif» à chaque article pertinent. Articles mention «exclusif» seront traités comme tels, sauf où le Canada considère que la demande n'est pas de nature exclusive. Canada peut modifier la question (s) ou peut demander au soumissionnaire de le faire, de sorte que le caractère exclusif de la question (s) est éliminé, et l'enquête peut être répondu à tous les soumissionnaires. Demandes pas soumis sous une forme qui peuvent être distribués à tous les soumissionnaires ne peuvent pas être traitées par le Canada.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi, et les relations entre les parties seront déterminées par les lois en vigueur en Ontario.

Les soumissionnaires peuvent, à leur discrétion, les lois applicables d'une province ou du territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire indiqué canadienne et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les lois applicables indiquées sont acceptables pour les soumissionnaires.

PARTIE 3 - Instructions pour la préparation des soumissions

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

Section I: Soumission techniques (trois copies papier);

Section II: Soumission financière (une copie papier);

Section III: Certifications (une copie papier).

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (a) utiliser 8,5 x 11 pouces (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à la demande de soumissions.

En Avril 2006, le Canada a approuvé une politique ministères et organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour intégrer les considérations environnementales dans la politique de passation

des marchés d'achats écologiques (des Achats <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/politique-politique-fr.html> -procurement). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires doivent:

- 1) utiliser 8,5 x 11 pouces (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées comme provenant d'un aménagement forestier durable et contenant un minimum de contenu recyclé de 30%; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement en noir et blanc d'impression au lieu de l'impression couleur, l'impression recto-verso / recto-verso, en utilisant des agrafes ou au lieu de Cerlox, classeurs à attaches ou des liants.

Section I: Soumission technique

Dans leur soumission technique, et conformément à l'annexe «A», Énoncé des travaux et à l'annexe «B», Spécification pour, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Annexe 1 - Prix des produits livrables. Le montant total des taxes applicables doit être indiquée séparément.

Section III: Certifications

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées à la Partie 5.

2. Taux de change Fluctuation

L'exigence n'offre pas le taux de change atténuation du risque de fluctuation. Les demandes de fluctuation des taux de change atténuation des risques ne seront pas considérées. Toutes les offres, y compris cette disposition sera jugée non recevable.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

(a) Les soumissions seront évaluées en conformité avec l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

(b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1. évaluation technique

Plan d'évaluation des soumissions techniques

Le plan d'évaluation des offres techniques décrit le processus d'évaluation qui sera appliquée à l'aide des exigences obligatoires objectif, les critères de sélection et d'. Les propositions doivent répondre à toutes les exigences obligatoires pour être jugée recevable.

Méthode d'évaluation

MDN et TPSGC ont demandé que chaque soumissionnaire de compléter un 'Matrix obligatoire » pour montrer compagnie capacité technique afin d'évaluer chaque proposition de soumissionnaires d'une manière globale. Ce document constitue la partie principale des critères d'évaluation.

Le plan d'évaluation des offres techniques fournit l'annexe qui suit:

Annexe 1 - DAMS Matrice obligatoire

1.1.1. DAMS Matrice obligatoire

exigence

Une obligation est définie comme une exigence qui doit être remplie pour la proposition du soumissionnaire à être davantage pris en considération pour l'évaluation. Les exigences obligatoires sont évalués comme étant conformes ou non conformes avant la notation ainsi que les propositions non conformes seront éliminés.

Le soumissionnaire doit remplir une matrice DAMS obligatoire conformément à l'annexe 1 (ci-joint) pour confirmer que le soumissionnaire a satisfait à tous les critères qui ont été jugées obligatoires par le MDN.

Le soumissionnaire doit également faire référence à indiquer clairement où les informations relatives à chaque exigence obligatoire de la déclaration de travaux / besoin Spécification peut être trouvée dans leur document de proposition.

Le soumissionnaire doit montrer sa conformité à l'aide des méthodes suivantes:

Déclaration de conformité:

Le soumissionnaire fournit définies déclarations / explications complémentaires dans sa proposition qui démontrent bien comment l'entrepreneur et / ou de l'équipement se rencontrent ou se satisfaire à l'exigence énoncée.

Pièces de rechange initiales liste:

explicite

Préliminaire Plan du cours:

explicite

analyse:

Le soumissionnaire apporte la preuve de la conformité grâce à l'évaluation de paramètres objectifs du système proposé l'aide de modèles établis techniques ou mathématiques, simulation, des graphiques et des diagrammes ou tout autre principe ou une procédure fondée scientifiquement. Cela pourrait inclure l'inspection et l'analyse des dessins de production, des spécifications ou d'autres documents à fournir la preuve de la conformité lorsque l'élément d'essai physique n'est pas tenu d'être présent.

Spécification des données:

Le soumissionnaire fournit une copie de son cahier des charges de l'équipement existant et indique la section pertinente de la description qui montre comment l'équipement satisfait ou dépasse les exigences déclaré.

test:

Le soumissionnaire fournit des détails sur toute évaluation formelle qui a été effectué, notamment les

résultats des tests qui montrent comment l'équipement satisfait ou dépasse les exigences.

Une proposition sera déclarée non conforme si le soumissionnaire ne remplit pas toutes les exigences obligatoires.

1.2. évaluation financière

1.2.1. Évaluation du prix - Les soumissionnaires canadiens / étrangères

1. Le prix de l'offre sera évaluée comme suit:

- a. Soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes, les droits de douane canadiens et les taxes d'accise et les taxes applicables exclues.
- b. soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes, les droits de douane canadiens, taxes d'accise et les taxes applicables exclues. Droits de douane canadiens et la taxe d'accise payables par le Canada seront ajoutés, à des fins d'évaluation uniquement, aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger.

2 Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises seront convertis en dollars canadiens à des fins d'évaluation. Le taux par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture d'invitation à soumissionner ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera appliquée comme un facteur de conversion pour les soumissions présentées en devises étrangères.

3 Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat soit sur une destination FAB usine ou FAB, le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix FAB usine ou point d'expédition et FAB destination. Les soumissions seront évaluées sur une base FAB destination.

4 Aux fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme des soumissionnaires et soumissionnaires établis au Canada avec une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme soumissionnaires établis à l'étranger

2. Méthode de sélection

2.1. Critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix le plus bas évalué sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Partie 5 - Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et les informations associées à l'attribution d'un contrat.

Les attestations fournies par les soumissionnaires au Canada sont assujettis à une vérification par le Canada en tout temps. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou se déclarer un entrepreneur en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du contrat, si on constate que le soumissionnaire se trouve être fausse sciemment ou inconsciemment, au cours de la période d'évaluation des soumissions ou au cours de la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les certifications du Soumissionnaire. Défaut de se conformer et de coopérer avec toute demande ou

exigence imposée par le pouvoir adjudicateur peut rendre la soumission non recevable ou constituer un défaut en vertu du contrat.

1. certifications requises préalables à l'attribution du contrat

1.1. Dispositions d'intégrité - Les informations liées

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés sont en conformité avec les dispositions énoncées à l'article 01 des dispositions d'intégrité - Offre des Instructions 2003 Les informations associées requises dans les dispositions sur l'intégrité aidera le Canada à confirmer que les certifications sont vraies.

1.2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Certification des soumissions

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et l'un des membres du Soumissionnaire si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé sur le Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi "FCP limitée Admissibilité à soumissionner" liste ([http : //www.labour.gc.ca/eng/standards_equity/eq/emp/fcp/list/inelig.shtml](http://www.labour.gc.ca/eng/standards_equity/eq/emp/fcp/list/inelig.shtml)) disponible auprès de l'Emploi et du Développement social Canada (CESD) - le site de travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout autre membre du Soumissionnaire si le soumissionnaire est une coentreprise, apparaît sur le «FCP limitée Admissibilité à soumissionner" liste au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour défaut si un entrepreneur, ou tout autre membre de l'entrepreneur, s'il est une joint-venture, apparaît sur le «FCP limitée Admissibilité à soumissionner" liste pendant la période du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante une annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi complété - Certification, avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante une annexe programme complété de contrats fédéraux pour l'équité en emploi - attestation, pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT

1. Exigence de sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité applicable à ce contrat.

2. Énoncé des travaux

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat de qté cent deux (102) Angle Systèmes Numériques (DAMS), ainsi que des pièces de rechange initiales et la formation, comme détaillé dans l'annexe «A», Énoncé des travaux de mesure.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, la date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées Manual(<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1. Conditions générales

2030 (26-06-2014) Conditions générales - besoins plus complexes - biens, s'appliquent à et font partie du contrat.

4. Durée du contrat

4.1. Date de livraison

Articles doivent être livrés selon le calendrier de livraison, détaillé dans l'annexe «A», Énoncé des travaux.

4.2. livraison accélérée

Tous les efforts seront déployés pour améliorer la prestation sans aucun coût supplémentaire à Sa Majesté.

4.3. Les marchandises en option

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir cinq (5) autres barrages dans les mêmes conditions et au prix comme indiqué dans le contrat. L'option ne peut être exercée par le pouvoir adjudicateur et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois après l'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

5. autorités

5.1. pouvoir adjudicateur

L'autorité contractante pour le contrat est:

Melanie Martyn
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Electronique, Direction de l'approvisionnement en munitions et systèmes tactiques
Place du Portage, Phase III, 8C2
11, rue Laurier
Gatineau, Québec
K1A 0S5

Téléphone: 819-956-0180

Télécopieur: 819-956-5650

E-mail: melanie.martyn@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante (CA) est responsable de la gestion du contrat et toute modification au contrat doivent être autorisés par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travail en excédent ou en dehors de la portée du contrat en fonction des demandes verbales ou écrites ou des instructions de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2. Autorité des marchés

Le responsable des achats pour le contrat est:

TBD

Le responsable des achats (PA) est le représentant du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et est responsable de l'approvisionnement du MDN, l'approvisionnement, la gestion financière et le soutien logistique pour le contrat. L'AP surveille toutes les dépenses afin d'assurer les flux de trésorerie appropriée et cohérente. Toute proposition de modification de la portée du travail peuvent être discutés avec l'Autorité palestinienne, mais tous ces changements ne peuvent être confirmés par une modification de contrat émise par l'autorité de certification

5.3. responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est:

TBD

Le responsable technique (TA) est le représentant du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et est responsable de toutes les questions concernant le contenu technique des travaux prévus dans le contrat. Questions techniques peuvent être discutées avec le responsable du projet, mais le responsable du projet n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée des travaux. Les modifications apportées à l'étendue des travaux ne peuvent être effectués par une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4. Représentant de l'entrepreneur

Représentant de l'entrepreneur pour le contrat est:

6. Paiement**6.1 Base de paiement - limitation des dépenses**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, tel que déterminé conformément à l'annexe 1, prix des produits à livrer, à une limitation des dépenses de _____ \$. Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

6.2. Limite de prix

Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement de conception, modification ou interprétation des travaux, à moins qu'ils aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.3. Taxes - entrepreneur étrangères base

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix comprend aucun montant pour toutes les ventes taxe d'accise fédérales, étatiques ou locales ou la taxe d'utilisation, ou toute autre taxe de même nature, ou tout impôt canadien que ce soit. Le prix, cependant, toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe d'accise fédérale, le Canada, sur demande, fournira à l'entrepreneur un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira la preuve de l'entrepreneur de l'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si, à la suite de l'échec du Canada à le faire, l'entrepreneur doit payer la taxe d'accise fédérale, le Canada remboursera à l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi récupéré.

6.4. Mode de paiement - paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur à la fin des exigences du contrat, conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;

tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;

les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.5. Assurance

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance est nécessaire pour s'acquitter de son obligation en vertu du contrat et pour assurer la conformité avec la législation applicable. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à ses propres frais et pour son propre bénéfice et de protection. Il ne libère pas l'entrepreneur de sa responsabilité ou de réduire en vertu du contrat.

7. Instructions pour la facturation

1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture est terminée.

2. factures doivent être distribuées comme suit:

un. L'un (1) original et doit être transmise à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

b. Une (1) copie doit être transmise à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

Taxes doivent être présentée comme un élément distinct.

8. Instructions d'expédition

8.1. Instructions d'expédition (ministère de la Défense nationale) - entrepreneurs basés à

l'étranger

1. livraison sera franco transporteur à _____ Incoterms 2000 L'entrepreneur doit charger les biens dans le transporteur désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). L'expédition en avant du point de destinataire de livraison sera de la responsabilité du Canada.

2 Avant l'expédition des marchandises, l'entrepreneur doit communiquer avec le Centre de coordination de la logistique du MDN entrant suivant par télécopieur ou par e-mail, pour organiser la livraison, et de fournir les informations détaillées au paragraphe 3.

a. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé aux États-Unis (US):

Logistique Centre de coordination (IBK):

Téléphone: 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)

E-mail: ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

b. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé dans Royaume-Uni (Royaume-Uni) et de l'Irlande:

Logistique Royaume-Uni (iluk):

Téléphone: 011-44-1895-613023, ou 011-44-1895-613024, ou

Télécopieur: 011-44-1895-613047

E-mail: CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca

En outre, l'entrepreneur doit envoyer à iluk la forme "Conseils d'expédition et de certificat d'exportation" complété par e-mail à: CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca.

La livraison de tout article ci-dessus la valeur de 600 livres sterling (GPB) exporté du Royaume-Uni et de l'Irlande sera effacé par le MDN en utilisant des douanes et de l'accise (la HMCE) de Sa Majesté nouveaux systèmes d'exportation (NES). L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de HMCE en vous inscrivant sur HMCE ou en ayant un transitaire terminer la saisie. Une copie imprimée de l'entrée NDA Déclaration d'exportation affichant clairement la Déclaration unique de l'envoi Numéro de référence doit être fournie par l'entrepreneur et attaché à l'envoi. L'entrepreneur doit s'assurer que cette procédure est effectuée pour tous les magasins qu'ils soient achat initial ou la réparation et la révision des articles d'exportation. HMCE autorisera à l'Unité de soutien des Forces canadienne (Europe) à expédier les marchandises que si la procédure a été respectée complètement et correctement par l'entrepreneur.

OU

c. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé dans un pays autre que le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et de l'Irlande:

Entrant Zone Europe Logistique (ILEA):

Téléphone: + 49- (0) -2451 à 717199 ou 717200

Télécopieur: + 49- (0) -2451-717189

Email: ILEA@forces.gc.ca

OU

d. Insérer le texte suivant Foreign Military Sales US (FMS):

Logistique Centre de coordination (IBK):

Téléphone: 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)

Email: ILHQOttawa@forces.gc.ca

Le Canada est responsable de la sélection du transporteur pour les expéditions de marchandises fournies en vertu du présent contrat FMS. Instructions sur la façon d'obtenir la sélection du transporteur du Canada sont contenues dans US Department of Defense 4000,25 à 8-M, au répertoire d'adresses du programme d'aide militaire, et instructions spéciales du Canada indicateurs (SII). L'entrepreneur ne doit pas expédier les marchandises jusqu'à ce que le SII a été respectée.

3 L'entrepreneur doit fournir les informations suivantes au contact logistique intégrée du MDN lors de l'organisation de l'expédition:

a. le numéro du contrat;

b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément à chaque adresse du destinataire);

c. description de chaque élément;

d. le nombre de pièces et le type d'emballage (par exemple carton, caisse, fûts, palettes);

e. poids et les dimensions de chaque type de pièce, y compris le poids brut réel;

f. copie de la facture commerciale (conformément à la clause C2608C, section 4, de la Clauses et conditions uniformisées d'achat) ou une copie du formulaire de l'Agence des services frontaliers du Canada CI1 Facture des douanes canadiennes (PDF 429KB) - (Aide sur les formats de fichier);

g. Codes de l'annexe B (pour les exportations) et les codes du tarif douanier harmonisé (pour les importations);

h. Amérique du Nord Accord de libre échange certificat d'origine (conformément à la clause C2608C, section 2) pour les États-Unis et au Mexique uniquement;

i. tous les détails de matières dangereuses, tel que requis pour le mode de transport applicable, les certificats signés pour matières dangereuses tel que requis pour l'expédition par le Code maritime international des marchandises dangereuses, ou de l'Association du transport aérien international ou règlements Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada et une copie de la fiche de données de sécurité des matériaux.

4 Suite à la réception de cette information par le Canada, le Canada fournira les instructions pertinentes pour l'expédition, qui peuvent inclure l'exigence d'apposer des étiquettes d'adresse spécifique, le marquage de chaque pièce avec une documentation Transport numéro de contrôle et les coutumes.

5 L'entrepreneur ne doit pas expédier des marchandises avant de recevoir les instructions d'expédition du contact logistique intégrée du MDN.

6 Si l'entrepreneur livre les marchandises à un lieu et un temps qui ne sont pas en conformité avec les instructions de livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions de livraison raisonnables données par le Canada, l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais et coûts supplémentaires.

7 Si le Canada est responsable des retards dans la livraison des marchandises, la propriété et le risque sera transféré au Canada à l'expiration de l'une des trente (30) jours suivant la date à laquelle une demande de transport dûment remplie est reçue par le Canada ou par son mandataire transitaire désigné, ou trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, si elle est postérieure.

OU

8.1. Instructions d'expédition (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

1. livraison sera franco transporteur à _____ Incoterms 2000 L'entrepreneur doit charger les biens dans le transporteur désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). L'expédition en avant du point de destinataire de livraison sera de la responsabilité du Canada.

2 Avant l'expédition des marchandises, l'entrepreneur doit communiquer avec le Centre de coordination de la logistique du MDN entrant suivant par télécopieur ou par e-mail, pour organiser la livraison, et de fournir les informations détaillées au paragraphe 3.

a. Insérer le texte suivant pour tous les contrats à fournisseur unique, à l'exception de réparation et de révision, lorsque l'entrepreneur est situé au Canada:

Logistique Centre de coordination (IBK)
Téléphone: 1-877-877-7423 (sans frais)
Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)
E-mail: ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

b. Insérer le texte suivant pour tous les contrats de réparation et de révision lorsque l'entrepreneur est situé entre Kingston inclusive et à l'ouest de la frontière Ontario / Manitoba:

Inbound Secteur du Centre de Logistique (ILCA)
Téléphone: 1-866-371-5420 (sans frais)
Télécopieur: 1-866-419-1627 (sans frais)
E-mail: ILCA@forces.gc.ca

OU

c. Insérer le texte suivant pour tous les contrats de réparation et de révision lorsque l'entrepreneur est situé au Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique, et la région de la capitale nationale, y compris à l'est de Kingston:

Logistique Centre de coordination (IBK)
Téléphone: 1-877-877-7423 (sans frais)
Télécopieur: 1-877-877-7409 (sans frais)
E-mail: ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

d. Insérer le texte suivant pour tous les contrats de réparation et de révision lorsque l'entrepreneur est situé au Québec:

Inbound Secteur du Québec de Logistique (ilqa)
Téléphone: 1-866-935-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2777, poste. 2323, 2852 ou 4673
Télécopieur: 1-866-939-8673 (sans frais), ou

1-514-252-2911

E-mail: 25DAFCTrafficQM@forces.gc.ca

OU

e. Insérer le texte suivant pour tous les contrats de réparation et de révision lorsque l'entrepreneur est situé dans l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador):

Inbound Espace Atlantique Logistique (ILAA)

Téléphone: 1-902-427-1438

Télécopieur: 1-902-427-6237

E-mail: FLogILAA@forces.gc.ca

3 L'entrepreneur doit fournir les informations suivantes au contact logistique intégrée du MDN lors de l'organisation de l'expédition:

a. le numéro du contrat;

b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément à chaque adresse du destinataire);

c. description de chaque élément;

d. le nombre de pièces et le type d'emballage (par exemple carton, caisse, fûts, palettes);

e. poids et les dimensions de chaque type de pièce, y compris le poids brut réel;

f. tous les détails de matières dangereuses, tel que requis pour le mode de transport applicable, les certificats signés pour matières dangereuses tel que requis pour l'expédition par le Code maritime international des marchandises dangereuses, ou de l'Association du transport aérien international ou règlements Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada et une copie de la fiche de données de sécurité des matériaux.

4 Suite à la réception de cette information par le Canada, le Canada fournira les instructions pertinentes pour l'expédition, qui peuvent inclure l'exigence d'apposer des étiquettes d'adresse spécifique, le marquage de chaque pièce avec une documentation Transport numéro de contrôle et les coutumes.

5 L'entrepreneur ne doit pas expédier des marchandises avant de recevoir les instructions d'expédition du contact logistique intégrée du MDN.

6 Si l'entrepreneur livre les marchandises à un lieu et un temps qui ne sont pas en conformité avec les instructions de livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions de livraison raisonnables données par le Canada, l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais et coûts supplémentaires.

7 Si le Canada est responsable des retards dans la livraison des marchandises, la propriété et le risque sera transféré au Canada à l'expiration de l'une des trente (30) jours suivant la date à laquelle une demande de transport dûment remplie est reçue par le Canada ou par son transitaire désigné agents, ou trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, selon ce qui est en retard.

8.2. Droits de douane et la taxe de vente au Canada - Affaires étrangères entrepreneur établi

Canada les droits de douane et la taxe de vente, le cas échéant, sont en sus du prix du contrat et payable par le Canada.

8.3. Documentation des douanes canadiennes

Général

1 L'entrepreneur doit fournir deux (2) exemplaires de la facture des douanes canadiennes (CCI) ou deux (2) exemplaires de la facture commerciale portant la mention «Pour les douanes seulement».

2 Pour les envois en provenance des États-Unis et le Mexique qui sont d'origine américaine, mexicaine ou canadienne, tel que défini par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et pour les expéditions en provenance d'Israël qui sont d'origine israélienne, telle que définie par le Canada et l'Accord de libre-échange Israël (CIFTA), l'entrepreneur doit fournir une preuve de l'origine des marchandises. Cette preuve doit être sous la forme d'un certificat d'origine de l'ALENA ou de l'ALÉCI pour les biens d'une valeur de C \$ 1,600 ou plus, ou une simple déclaration sur la facture pour les marchandises d'une valeur de C \$ 1,600 ou moins. Dans les deux cas, le document doit porter une signature originale et faire référence au numéro de contrat. Pour les contrats d'une valeur de C \$ 250 000 ou plus, la preuve de l'origine ne sera pas nécessaire.

3 L'entrepreneur ne doit pas engager un courtier en douane pour dédouaner les biens fournis dans le cadre du contrat, sauf autorisation du Groupe de soutien matériel du Canada / des douanes, au siège de la Défense nationale, téléphone: 1-855-210-5149, télécopieur: 1 800-306-1811 ou 613-971-7333.

Documents à remplir

4 La facture de la CCI ou commerciale doit comprendre les renseignements suivants:

- a) une description complète des produits expédiés, y compris les États-Unis "Annexe B" des codes ou des États-Unis harmonisés codes du tarif douanier applicable;
- b) la valeur et les conditions de vente de chaque article (par exemple, vente, prêt, garantie, Incoterms 2000), y compris la valeur des réparations, les réparations sous garantie ou les coûts de remplacement;
- c) le numéro du contrat et les codes financiers (utiliser la case 3 de la facture des douanes canadiennes);
- d) le pays d'origine des marchandises;
- e) où un certificat d'origine de l'ALENA / CIFTA a été préparé, le domaine de la CCI ou la facture commerciale "Description" doit inclure une déclaration confirmant qu'il a été rempli et est annexé à cette facture.

Distribution des documents

5 L'entrepreneur doit joindre les documents suivants au contenant no 1 de tous les envois à l'aide d'une enveloppe étanche portant la mention «Documentation des douanes canadiennes» pour:

- a) un (1) exemplaire de la CCI ou un (1) exemplaire de la facture commerciale, selon le cas;
- b) un (1) exemplaire du certificat d'origine de l'ALENA (le cas échéant).

6 Le deuxième exemplaire de chacun des formulaires susmentionnés doit être joint aux documents d'expédition.

7 Une copie du certificat d'origine CIFTA doit être envoyé par télécopieur au 1-800-306-1811 ou par courriel à DCBSCustoms@forces.gc.ca.

8.4. Droits de douane - ministère de la Défense nationale - Importateur

1 Comme les produits à fournir en vertu du contrat sont des approvisionnements de défense des droits de douane sur les importations au Canada peuvent être remis sous le numéro tarifaire 9982.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes.

2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de \$ 250.000 ou plus. Cela reflète la valeur d'importation des produits plus le droit qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.

3 Le ministère de la Défense nationale (MDN) sera responsable de voir à la remise à l'importation ou au paiement de droits de douane sur l'importation et l'application à l'Agence des services frontaliers du Canada pour obtenir un remboursement. MDN est également responsable de demander à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en temps, l'attestation exigée par le Tarif des douanes.

9. Certifications

9.1. conformité

Le respect permanent des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission et la coopération en cours en fournissant des informations associées sont des conditions du contrat. Les certifications sont sujets à vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. Si l'entrepreneur ne respecte pas les attestations, ne fournit pas les informations associées, ou s'il est établi que toute certification par l'entrepreneur avec sa soumission est fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada a le droit, conformément à la valeur par défaut disposition du contrat, pour résilier le contrat pour défaut.

9.2. Programme de contrats pour l'équité en emploi - par l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et accepte que, quand un accord pour mettre en œuvre l'équité en emploi (AIEE) existe entre l'entrepreneur et de l'Emploi et du Développement social Canada (CESD) -Travail, l'AIEE doit rester valide pendant toute la durée du contrat. Si l'AIEE devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la «FCP limitée Admissibilité à soumissionner" liste. L'imposition d'une telle sanction par CESD constituera l'entrepreneur en défaut selon les termes du contrat.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi les relations entre les parties seront déterminées par les lois en vigueur en Ontario.

11. de Priorité des Documents

Si il ya une divergence entre le libellé des textes qui apparaissent sur la liste, le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus sur la liste.

- (a) des Statuts;
- (b) les conditions générales de 2003 (26-06-2014);
- (c) Annexe 1 - Prix des produits livrables;
- (d) l'annexe «A», énoncé des travaux;
- (e) l'annexe «B», spécifications de l'équipement ;
- (f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

12. Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, LRC 1985, c. D-1, et doit être régi par cette loi.

Titre de l'ouvrage ou sur des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux doivent appartenir au Canada libre et quitte de toute réclamation, privilège, saisie, charge ou servitude. Canada a le droit, à tout moment, de transférer, vendre ou céder des travaux ou de toute partie des travaux conformément à l'article 20 de la Loi sur la production de défense.

13. marchandises excédentaires

La quantité de marchandises à livrer par l'entrepreneur est spécifié dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable de tout envoi de plus de quantité que si la quantité excédentaire est livré volontairement ou à la suite d'une erreur de l'entrepreneur. Canada ne ferai pas de paiement à l'entrepreneur pour les marchandises expédiées au-delà de la quantité spécifiée. Canada ne reviendra pas lesdites marchandises à l'entrepreneur si l'entrepreneur s'engage à payer tous les frais liés au retour, y compris mais sans s'y limiter les frais administratifs, les frais d'expédition et de manutention. Le Canada aura le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

14 Accès à l'information

Les documents créés par l'entrepreneur, et sous le contrôle du Canada, sont assujetties à la Loi sur l'accès à l'information. L'entrepreneur reconnaît les responsabilités du Canada en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et doit, dans la mesure du possible, aider le Canada à s'acquitter de ces responsabilités. En outre, l'entrepreneur reconnaît que l'article 67.1 de la Loi sur l'accès à l'information prévoit que toute personne qui détruit, altère, falsifie ou cache un dossier, ou dirige quiconque de le faire, avec l'intention d'entraver le droit d'accès prévu par la Loi sur l'accès à l'information est coupable d'une infraction et est passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou les deux.

15 Livraison, inspection et acceptation

15.1. ISO 9001: 2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (Code d'assurance de la qualité Q)

Dans l'accomplissement des travaux décrits dans le contrat, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences de:

Les systèmes de qualité de gestion - - 2008 Exigences, publié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de présentation de la soumission de l'entrepreneur: ISO 9001.

Il n'est pas prévu que l'entrepreneur est enregistré à la norme ISO 9001; Toutefois, gestion de la qualité du système de l'entrepreneur doit répondre à toutes les exigences prévues à l'étendue des travaux. Seuls les exclusions conformément à la clause 1.2 de la norme ISO 9001 sont acceptables.

Aide à l'assurance de la qualité (AOQ d'):

L'entrepreneur doit fournir le représentant de l'assurance qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'AOQ et doit fournir toute l'assistance nécessaire par le RAQ pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération des produits.

Le RAQ doit avoir le droit d'accès à une zone des installations de l'entrepreneur ou de sous-traitants où une partie des travaux est effectuée. Le RAQ doit possibilité, sans restriction d'évaluer et de vérifier entrepreneur se conforme aux procédures du système de qualité et de valider la conformité du produit avec les exigences du contrat. L'entrepreneur doit mettre à la disposition pour un usage raisonnable par le RAQ l'équipement nécessaire pour les fins de validation. Personnel de l'entrepreneur doit être disponible pour le fonctionnement d'un tel équipement au besoin.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par le RAQ.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ du produit non conforme a reçu d'un sous-traitant lorsque le produit a été soumis à l'AOQ.

Pour la conception, le développement ou la maintenance du logiciel, l'entrepreneur doit interpréter les exigences de la norme ISO 9001: 2008 "Systèmes de management de la qualité - Exigences", selon les lignes directrices de la dernière édition (à la date du contrat) de l'ISO / CEI 90003: 2004 "ingénierie du logiciel - Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001: 2000 pour le logiciel de l'ordinateur ".

15.2. Qualité Assurance Authority (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis

Tous les travaux sont soumis à l'assurance de la qualité qui sera effectuée aux installations de l'entrepreneur ou du sous-traitant, et sur le site de l'installation, par le directeur de l'assurance qualité, ou son représentant de l'assurance qualité (RAQ).

Directeur de l'assurance qualité
Siège de la Défense nationale
Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, ON K1A 0K2
E-mail: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

Si l'entrepreneur n'a pas été contacté par l'AOQ effectuer QAR dans l'installation ou la zone de l'entrepreneur dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante.

En l'absence de dispositions officielles pour AOQ mutuelle ont été conclus, le ministère de la Défense nationale se chargera des services de l'AOQ à être effectués par une autorité national d'assurance qualité acceptable pour le directeur de l'assurance qualité. Si les services de l'AOQ doivent être fournis sur une base de recouvrement des coûts, les coûts pour les services doivent être attribués au contrat et être évacués par facturation séparée.

L'entrepreneur est responsable de l'exécution, ou avoir accompli, toutes les inspections et les tests nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires, toutes les données de test, toutes les données techniques, les pièces d'essai et échantillons qui peut raisonnablement être demandés par le RAQ pour vérifier la conformité aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données techniques, données d'essais, les éprouvettes et les échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ peut ordonner.

Contrôle de la qualité, les dossiers d'inspection et de test que de la conformité aux exigences spécifiées, les registres des mesures correctives, doit être conservé par l'entrepreneur pendant trois (3) ans à compter de la date d'achèvement ou la résiliation du contrat et doit être mis à la disposition QAR sur demande.

OU

15.2. Qualité Assurance Authority (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

Tous les travaux sont soumis à l'assurance de la qualité qui sera effectuée aux installations de l'entrepreneur ou du sous-traitant, et sur ☐ le site de l'installation, par le directeur de l'assurance qualité, ou son représentant de l'assurance qualité (RAQ).

Directeur de l'assurance qualité
Siège de la Défense nationale
Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, ON K1A 0K2

E-mail: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

Dans les quarante-huit (48) heures suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec le RAQ. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du RAQ peuvent être obtenus à partir de la plus proche la Défense nationale Région de l'assurance de la qualité (RAQDN) ci-dessous:

Atlantique - Halifax 902-427-7224 ou 902-427-7150
Québec - Montréal 514-732-4410 ou 514-732-4477
Québec - Québec 418-694-5998, poste. 5996
Région de la capitale nationale - Ottawa 613-996-1827
Ontario - Toronto 416-635-4404, poste. 6081 ou 2754
Ontario - London 519-964-5757
Manitoba / Saskatchewan - Winnipeg 204-833-2500, poste. 6574
Alberta - Calgary 403-410-2320, poste. 3830
Alberta - Edmonton 780-973-4011, poste. 2276
Colombie-Britannique - Vancouver 604-225-2520, poste. 2460
Colombie-Britannique - Victoria 250-363-5662

L'entrepreneur est responsable de l'exécution, ou avoir accompli, toutes les inspections et essais nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires, toutes les données de test, toutes les données techniques, les pièces d'essai et échantillons qui peut raisonnablement être demandés par le RAQ pour vérifier la conformité aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données techniques, données d'essais, les éprouvettes et les échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ peut ordonner.

Contrôle de la qualité, les dossiers d'inspection et de test que de la conformité aux exigences spécifiées, les registres des mesures correctives, doit être conservé par l'entrepreneur pendant trois (3) ans à compter de la date d'achèvement ou la résiliation du contrat et doit être mis à la disposition QAR sur demande.

15.3. Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

Matériel doit être libéré pour l'expédition à l'aide d'un certificat de conformité, conformément à l'OTAN STANAG 4107 qui doit être préparé par l'entrepreneur.

OU

15.3. Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi aux États-Unis

Matériel doit être libéré pour expédition au moyen de la formule DD 250, Inspection du matériel et Rapport de réception, ou un document de sortie contenant les mêmes données et accepté par le représentant de l'assurance de la qualité. L'entrepreneur doit préparer le document (s) de libération.

OU

15.3. Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

Sauf indication contraire par le ministère de la Défense nationale (MDN) Autorité nationale d'assurance qualité, la signature du représentant de l'assurance qualité du MDN sur le document de mainlevée n'est pas nécessaire.

Matériel doit être libéré pour expédition au moyen de FC1280, certificat de libération, d'inspection et d'acceptation, ou d'un document de sortie contenant les mêmes informations. L'entrepreneur doit préparer le document (s) de libération.

Pour le retour de réparation et de révision matériel à la mise à niveau du système d'approvisionnement des Forces canadiennes, utiliser le formulaire DND 2227 / MDN 2228 en lieu et place de la forme de FC1280.

15.4. Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit préparer les documents de sortie dans un format électronique courant et les distribuer comme suit:

Un (1) exemplaire par la poste au destinataire la mention: «Attention: agent de réception»;

Deux (2) copies avec envoi (dans une enveloppe étanche à l'eau) au destinataire;

Un (1) exemplaire à l'autorité contractante;

Une (1) copie:

Siège de la Défense nationale
Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, ON K1A 0K2

Attention: à déterminer

Un (1) exemplaire de représentant de l'assurance de la qualité;

Une (1) copie à l'entrepreneur; et

Pour tous les entrepreneurs non-canadiens, un (1) exemplaire à:

Administration DAQ / contrat
Siège de la Défense nationale
Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, ON K1A 0K2
E-mail: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca.

15.5. Préparation pour la livraison

L'entrepreneur doit préparer article (s) pour la livraison conformément à la dernière édition de la Forces canadiennes spécifications d'emballage D-LM-008-036 / SF-001.

15.6. Palettisation

1 Pour toutes les expéditions supérieures à 0.566 m3 ou 15,88 kg (20 pi3 ou 35 kg), sauf pour ceux expédiés par courrier, les dispositions suivantes s'appliquent:

a. L'entrepreneur doit attacher, et si nécessaire une pellicule, les expéditions sur la norme de 1,22 m x 1,02 m (48 po x 40 po..). Des palettes de bois. La quatre voies d'entrée élévateur palette doit être fourni sans frais, au ministère de la Défense nationale. Hauteur totale, y compris les palettes, ne doit pas dépasser 1,19 m (47 po.). La charge de la palette ne doit pas s'étendre à plus de 2,54 cm (1 po.) À partir de n'importe quel bord de la palette.

b. Les éléments du groupe du titulaire est tenu par numéro de stock (sur la même palette) consolidés. Les palettes composées de plus d'un certain nombre d'actions doivent être marqués comme "Articles mixtes".

c. Les éléments individuels mesurant plus de 1,22 m (48 po.) De longueur ou 453,6 kg (1000 lbs) doivent être fixés à des palettes plus larges ou doivent avoir 10,16 cm x 10,16 cm (4 po. X 4 po.) Patins solidement fixés au fond de la article. Patins doivent être séparés par un minimum de 71,12 cm (28 po.).

2 Toute exception requiert l'approbation préalable de l'autorité contractante.

15.7. Bois matériaux d'emballage

Tous les matériaux d'emballage en bois utilisés dans le transport international doivent être conformes aux Directives pour la réglementation d'emballage en bois utilisés dans le commerce international - NIMP 15 (Normes internationales pour les mesures phytosanitaires)

Plus d'informations pertinentes sur les programmes d'importation et d'exportation du Canada est prévue dans les directives suivantes de la politique de l'Agence canadienne d'inspection des aliments:

D-98-08 - Conditions d'entrée pour les matériaux d'emballage en bois produits dans toute région du monde autre que la zone continentale des États-Unis

D-01-05 - Le Programme d'emballage en bois canadien de certification (PCCMEB)

15.8. marquage

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le numéro de partie sont clairement estampillés ou gravés sur chaque emballage à des fins d'identification positifs.

15.9. étiquetage

L'entrepreneur doit s'assurer que le fabricant et le numéro de spécification apparaissent sur chaque article, soit imprimée sur l'emballage ou sur une étiquette adhésive de la plus haute norme commerciale apposée sur le contenant.

15.10. assemblées incomplètes

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets à moins que l'autorisation d'une telle expédition a été obtenu avant de l'autorité contractante.

15.11. Inspection et acceptation

Le chargé de projet est responsable de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, marchandises et tous les services rendus en vertu du contrat sont soumis à une inspection par l'Autorité de l'inspection ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas en conformité avec les exigences de l'énoncé des travaux et à la satisfaction de l'Autorité d'inspection, tel que soumis, le responsable de l'inspection aura le droit de rejeter ou d'en demander la correction, la seule frais de l'entrepreneur avant de recommander le paiement.

Horaire 1 -**Prix des produits livrables****(entrée soumissionnaire est tenu)**

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de l'entrepreneur de ses obligations en vertu de ce contrat, l'entrepreneur sera payé un prix fixe ferme. Prix doit tout englober et inclure proposé le bénéfice de l'entrepreneur. TPS / TVH en sus, le cas échéant.

Tous les prix figurant dans la présente annexe sont fournis dans la devise suivante: _____.

Remarque - Pour fins d'évaluation uniquement, le «prix financière totale" sera calculé comme suit:

La prix totale de **DAMS** + la prix totale de **formation** = **la totale prix financière**

Exigence

Pour la fourniture de **QTE 102 Angle numérique Systèmes de mesure (DAMS), y compris les pièces de rechange et la formation**, conformément à l'annexe «A», Énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé le prix fixes d'entreprise suivants:

<u>prix unitaire</u>	<u>étendu de prix</u>

Pour la prestation de formation, conformément à l'annexe «A», Énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé le prix fixes d'entreprise suivants:

_____.

Voyage et Séjour

L'entrepreneur sera remboursé son Voyage autorisé et les frais de subsistance raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et / ou les frais généraux administratifs, conformément à la farine, véhicule privé et les frais accessoires fournis dans les annexes B, C et D de la *National Joint Council Travel Directive* et avec les autres dispositions de la directive qui se rapportent aux «voyageurs» plutôt que celles faisant référence aux «employés».

Tous Voyage doit avoir l'autorisation préalable de l'autorité technique.



Défense National
nationale Defence

W8486-140348
Annexe « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

GONIOMÈTRE NUMÉRIQUE

NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods. Disclosure notices and handling instructions originally received with the document shall continue to apply.



AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées. Les avis de divulgation et les instructions de manutention reçues originellement doivent continuer de s'appliquer.

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

GONIOMÈTRE NUMÉRIQUE

1.0 Généralités

1.1 Besoin. Le ministère de la Défense nationale (MDN) doit se procurer cent deux (102) goniomètres numériques (Digital Angle Measuring Systems [DAMS]).

1.2 Portée des travaux. Les travaux à effectuer nécessitent la fabrication, l'inspection et la livraison des DAMS, des articles complémentaires et des pièces de rechange, ainsi qu'un cours et une trousse de formation pour les opérateurs.

1.3 Contexte. Les groupes d'officiers observateurs avancés (OOA) et les équipes de contrôleurs aériens avancés (CAA) du Canada ont besoin d'un outil précis et fiable pour déterminer l'orientation et l'angle de site dans des environnements de jour et de nuit.

1.4 Article non destiné au développement. La tête goniométrique fournie avec les DAMS doit être de conception éprouvée (mise à l'essai), être actuellement en production (ou l'avoir été dans les douze derniers mois) et être utilisée par un membre des forces armées de l'OTAN ou de l'ABCA.

2.0 Biens requis. Les paragraphes suivants décrivent les articles essentiels à la réalisation des travaux demandés.

2.1 Rendement des DAMS. Les DAMS offerts doivent respecter l'ensemble des caractéristiques décrites dans les spécifications d'équipement des DAMS datées du 3 février 2014 et fournies à l'annexe B.

2.2 Identification du matériel. Les étiquettes et les plaques d'identification bilingues (anglais et français) doivent être apposées sur chaque grand ensemble, conformément à la Norme des Forces canadiennes (FC) D-02-002-001/SG-001, Identification du matériel appartenant aux Forces armées canadiennes.

2.3 Manuel de l'opérateur. Chaque DAMS doit comporter un manuel de l'opérateur, qui contient des instructions illustrées sur le fonctionnement, l'entretien préventif, l'entretien de l'utilisateur et la sécurité. Ce manuel peut être dans le format de l'entrepreneur ou dans un format commercial. Il doit être bilingue, anglais et français. Bien que l'on préfère que le manuel contienne les versions anglaise et française, il peut être fourni en deux exemplaires (un en français et l'autre en anglais). S'il n'est pas offert dans ces deux langues, l'entrepreneur doit fournir la version anglaise seulement et donner au MDN l'autorisation écrite de le traduire et de le reproduire (à l'interne ou par un tiers, à la discrétion du MDN) aux fins d'utilisation interne du Ministère.

2.4 Capacité de communication numérique. L'entrepreneur doit fournir un document de contrôle des interfaces (ICD) qui décrit les paramètres de toutes les capacités de communication numérique offertes. Ce document doit être livré au responsable technique (RT) du MDN au plus tard 90 jours après l'attribution du contrat.

2.5 Liste détaillée des pièces. L'entrepreneur doit fournir une liste illustrée des pièces en format descendant, dans le format de son choix, qui indique les numéros de pièce de l'entrepreneur et les quantités par équipement pour chaque article. Cette liste des pièces doit être fournie au plus tard 120 jours après l'attribution du contrat.

2.6 Pièces de rechange initiales. Dans le cadre de la proposition, l'entrepreneur doit fournir une liste des pièces de rechange recommandées (LPRR) pour l'entretien des DAMS pendant deux ans d'utilisation. Cette liste doit comprendre tous les articles qui, de l'avis de l'entrepreneur, peuvent être remplacés par les utilisateurs et/ou les techniciens du MDN. Pour chaque pièce recommandée, la liste doit inclure le numéro de pièce du fabricant, le numéro de nomenclature OTAN (si possible) et la quantité proposée. Si des articles ne sont pas catalogués avec un numéro de nomenclature OTAN, l'entrepreneur doit fournir les dessins nécessaires dans les trois (3) mois suivant l'attribution du contrat pour permettre au MDN de cataloguer toutes les pièces de rechange.

2.7 Cours pour les opérateurs. L'entrepreneur doit proposer un cours pour les opérateurs, d'au plus trois jours, pour la « formation des formateurs », à offrir à l'École du Régiment royal de l'Artillerie canadienne, de la Base des Forces canadiennes Gagetown, au Nouveau-Brunswick (Canada), pour un total de dix (10) stagiaires. Un aperçu préliminaire de ce cours doit être inclus dans la proposition technique.

2.7.1 Un aperçu du cours proposé qui précise les principaux points d'enseignement, l'attribution du temps, les documents de référence et les ressources nécessaires, doit être présenté au MDN aux fins d'approbation au plus tard soixante (60) jours après l'attribution du contrat.

2.7.2 Le cours doit comporter des périodes théoriques en classe et des périodes d'exercices pratiques sur le terrain. Le matériel d'instruction doit être fourni dans les deux langues officielles (anglais et français). Un exemplaire du matériel de cours du stagiaire sur le DAMS doit être fourni à chaque stagiaire, et un exemplaire doit être fourni au RT du MDN. Un exemplaire électronique (en format Microsoft Word et/ou PowerPoint) du matériel d'instruction à l'intention de l'instructeur doit être donné au RT du MDN à la fin du cours.

2.7.3 L'entrepreneur doit donner au MDN le droit d'utiliser, de modifier et de traduire le matériel de cours (à l'interne ou par un tiers, à la discrétion du MDN) au besoin pour

permettre l'entraînement continu.

2.7.4 L'entrepreneur doit donner le cours au moment convenu dans les soixante (60) jours suivant la première livraison des DAMS.

2.8 Service de soutien et de réparation de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit garantir qu'il peut offrir un service de soutien et de réparation des DAMS non utilisable pendant au moins cinq (5) ans après la livraison finale de tous les DAMS. Le délai d'exécution d'une réparation doit être déterminé par la disponibilité des pièces de rechange, mais il ne doit pas dépasser 90 jours après la réception de l'appareil à l'installation de réparation. Ce délai doit aussi s'appliquer aux réparations sous garantie, conformément à la période de garantie précisée dans le contrat attribué.

3.0 Calendrier de livraison. Le matériel doit être livré au 25^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes à Montréal, au Québec. L'entrepreneur doit respecter le calendrier de livraison suivant :

- a. 50 DAMS avant le 1^{er} mars 2015. Les livraisons peuvent commencer dès que l'entrepreneur a des DAMS à livrer. Des livraisons partielles de 5 ou 10 appareils sont acceptables;
- b. 52 DAMS après le 1^{er} avril 2015 et avant le 30 mai 2015;
- c. Cours pour les opérateurs : terminé avant le 30 avril 2015.



Défense National
nationale Defence

GONIOMÈTRE NUMÉRIQUE
SPÉCIFICATIONS DE L'ÉQUIPEMENT

GÉNÉRALITÉS

1. Les présentes spécifications décrivent les caractéristiques techniques et de rendement obligatoires d'un goniomètre numérique (ci-après appelé DAMS [Digital Angle Measuring System]).
2. Un DAMS est un système léger de mesure de l'orientation et de l'angle de site qui permet aux groupes d'officiers observateurs avancés (OOA) et aux équipes de contrôleurs aériens avancés (CAA) de poursuivre avec précision des cibles et/ou d'effectuer des tâches d'observation soutenue.

CONCEPT OPÉRATIONNEL

3. Les DAMS doivent être utilisés dans un environnement tactique. Ils seront utilisés dans tous les types de conditions environnementales exigeantes, et ce, de manière fiable. Ils seront transportés par le personnel sur un sol accidenté.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES

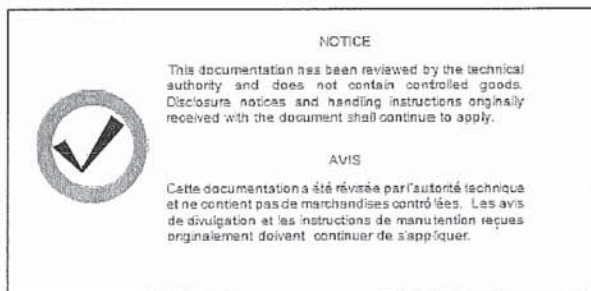
4. Documents :
 - a. ISO 9000, norme relative à la qualité.

ÉLÉMENTS DU SYSTÈME

5. Chaque DAMS doit comprendre les articles suivants :
 - a. un appareil de mesure de l'orientation et de l'angle;
 - b. un boîtier rigide de transport et d'entreposage
 - c. des piles;
 - d. un trépied
 - e. un manuel de l'utilisateur.

EXIGENCES RELATIVES AU SYSTÈME

6. Les DAMS doivent pouvoir être intégrés (mécaniquement et électroniquement) au stock existant du ministère de la Défense nationale (MDN) de jumelles de télémétrie laser VECTOR 21 Nite (code de matériel – 200044692).
7. Lorsque les DAMS sont intégrés aux jumelles VECTOR 21 Nite en service, ils doivent pouvoir fonctionner comme un système portable autonome utilisé dans de la cadre d'activités débarquées.
8. Pour fonctionner, les DAMS ne doivent pas exiger de systèmes cartographiques privés.



9. Les DAMS ne doivent pas utiliser un GPS différentiel ni un moyen d'orientation par les astres comme principal moyen d'orientation.

ENVIRONNEMENTS OPÉRATIONNELS

10. Les DAMS doivent respecter toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans tous les environnements de terrain, y compris dans un environnement urbain.

11. Les DAMS doivent répondre à toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans un environnement non couvert par le GPS.

12. Les DAMS doivent respecter toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans un environnement magnétique.

CARACTÉRISTIQUES DE RENDEMENT

13. Caractéristiques de rendement relatives à l'installation des DAMS :

- 13.1 Aucun outil spécialisé ne devrait être nécessaire pour monter les DAMS;
- 13.2 Pendant le montage des DAMS, aucune procédure de mise à niveau fine ne devrait être nécessaire;
- 13.3 Les DAMS doivent pouvoir fonctionner lorsqu'ils sont mis au niveau à $\pm 5^\circ$ par rapport à l'horizontale;
- 13.4 Les DAMS doivent fournir une aide visuelle pour aider à effectuer la mise à niveau approximative. Cette aide doit fournir une indication positive lorsque la mise à niveau des DAMS respecte la tolérance de $\pm 5^\circ$;
- 13.5 Les DAMS doivent être entièrement fonctionnels et prêts à prendre des mesures moins de deux (2) minutes après leur mise sous tension par l'opérateur;
- 13.6 Les DAMS doivent comporter une fonction « mise hors tension » simple qui permet à l'opérateur d'effectuer une mise hors tension rapide sans endommager l'appareil.

14. Caractéristiques de rendement relatives à la précision des DAMS :

- 14.1 Les DAMS doivent avoir une précision de l'orientation de moins de 3 millièmes (à 1 sigma) pendant leur utilisation entre 0° et 45° de latitude nord et 0° et 45° de latitude sud;
- 14.2 Les DAMS doivent avoir une précision de l'orientation de moins de 5 millièmes (à 1 sigma) pendant leur utilisation entre 45° et 65° de latitude nord et 45° et 65° de latitude sud;
- 14.3 Les DAMS doivent donner à l'opérateur une évaluation de la précision d'azimut pour son emplacement actuel;
- 14.4 Les DAMS doivent fournir une précision de l'angle horizontal de 1 millième.

15. Caractéristiques de rendement relatives à l'amplitude de mouvement des DAMS :
 - 15.1 Les DAMS doivent permettre de lire des angles horizontaux sur une plage de 6400 millièmes;
 - 15.2 Les DAMS doivent avoir une amplitude de mouvement vertical de ± 700 millièmes pour la charge utile des jumelles VECTOR 21 Nite.
16. Caractéristiques de rendement des systèmes des DAMS :
 - 16.1 Les DAMS doivent déterminer leur propre position au moyen des données GPS, des entrées manuelles et de l'utilisation de la dernière position enregistrée;
 - 16.2 Les DAMS doivent produire des mesures des cibles en données polaires et selon le système de référence de carroyage militaire (MGRS);
 - 16.3 Les DAMS doivent afficher les lectures d'angles en millièmes et en degrés, selon la préférence de l'opérateur;
 - 16.4 Les DAMS doivent saisir et stocker des données de géolocalisation sur les cibles d'intérêt observées;
 - 16.5 Les DAMS doivent stocker plusieurs types de points, dont des points d'observation, des points de référence et des emplacements d'objectifs;
 - 16.6 Les DAMS doivent convertir des coordonnées MGRS en coordonnées de latitude et de longitude et en coordonnées de projection de Mercator transverse universelle (UTM);
 - 16.7 Les DAMS doivent permettre à l'opérateur d'entrer une porte de distance de sécurité précisée par l'utilisateur. Les coordonnées de la cible à l'intérieur de la zone de sécurité doivent être signalées à l'opérateur.
17. Caractéristiques de rendement relatives à l'alimentation des DAMS :
 - 17.1 Les DAMS doivent utiliser des piles actuellement en usage au MDN;
 - 17.2 L'opérateur doit pouvoir remplacer la ou les piles sans outils non vendus sur le marché. S'il faut un outil, ce dernier doit être inclus avec chaque système;
 - 17.3 Chaque DAMS doit être fourni avec un nombre suffisant de piles pour permettre de mesurer au moins 20 orientations et 600 cibles pendant une période de 72 heures;
 - 17.4 Les DAMS doivent afficher l'état de la capacité de la ou des piles pour donner une estimation de la charge restante;
 - 17.5 Les DAMS doivent inclure une fonction automatique de « mode veille » pour les périodes d'inactivité qui réduit au minimum la consommation d'électricité afin de préserver la puissance de la pile. Ils doivent redevenir pleinement opérationnels moins de 5 secondes après la sortie du « mode veille ».

EXIGENCES RELATIVES À L'INTERFACE

18. L'utilisation des DAMS doit être simple et facile pour les groupes OOA et les équipes CAA entraînées.
19. Les DAMS doivent permettre les communications numériques et l'interface avec le Système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT) en utilisant au moins une des normes de connexion série suivantes : RS232, RS422/RS485 ou Universal Serial Bus (USB). Ils doivent produire l'état de l'appareil ainsi que les données d'orientation.
20. Les DAMS doivent avoir la capacité et les moyens mécaniques pour établir une interface avec les stocks existants de récepteurs GPS évolués pour la défense (DAGR) et fournir à ceux-ci des données sur les cibles.
21. Les DAMS doivent avoir la capacité et les moyens mécaniques pour établir une interface avec un ordinateur personnel ou un ordinateur portable au moyen d'une connexion USB et fournir à cet ordinateur des données sur les cibles.

CONCEPTION ET CONSTRUCTION

22. Le câblage, le poids et l'encombrement externe des DAMS doivent être réduits au minimum pendant le transport et l'utilisation.
23. Les DAMS doivent inclure un trépied d'une hauteur minimale de 21 cm et d'une hauteur maximale d'au moins 150 cm.
24. Le trépied des DAMS doit supporter de manière sécuritaire et stable une charge utile de 5 kg.
25. Les DAMS dotés d'un trépied, d'un jeu de piles* et des jumelles VECTOR 21 Nite doivent peser au plus 8 kg. (*Un jeu de piles est défini comme le nombre suffisant de piles pour satisfaire aux exigences énoncées au paragraphe 17.3 des spécifications.)
26. Les DAMS doivent comporter des mécanismes de verrouillage de la charge utile dans les positions atteignables dans l'axe horizontal et l'axe vertical.
27. Les DAMS doivent inclure un écran qui montre les données pertinentes sur la plage complète de température de fonctionnement. L'écran doit être antirayure et antireflet.
28. Les DAMS doivent comprendre une commande manuelle de réglage de l'intensité lumineuse de l'écran en fonction de toutes les conditions d'éclairage, du soleil brillant à la nuit.
29. Les DAMS doivent être fabriqués en matériaux qui peuvent résister à l'exposition aux substances courantes (y compris les produits pétroliers (POL), les insectifuges, les crèmes à camoufler, les décontaminants, l'eau de mer, les aérosols, les alcools et les huiles pour le corps) sans dégradation de ses capacités.
30. L'extérieur des DAMS doit être revêtu surtout d'une peinture ou d'un matériau de couleur mate foncée.
31. Les surfaces en métal exposées doivent comporter un fini chimique anticorrosion.
32. Les DAMS doivent être fournis avec un boîtier de transport et d'entreposage renforcé.

Le boîtier doit être assez grand pour ranger tous les éléments du DAMS, y compris les jumelles VECTOR 21 Nite dans leur pochette souple. Il doit être rigide et étanche, avoir un fini mat foncé et inclure un mécanisme de compensation de la pression pour le transport aérien.

33. Les DAMS doivent être fabriqués et inspectés conformément à un système d'inspection de la qualité approuvé ISO 9000, ou équivalent, pour assurer le respect des normes en matière d'exécution, de qualité et de rendement.

EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

34. Les DAMS doivent avoir été testés conformément à la norme MIL-STD-810G ou à une norme équivalente pour les conditions environnementales suivantes :

- 34.1 Température élevée, utilisation – les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 à une température maximale de +49 °C;
- 34.2 Température basse, utilisation – les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 à une température minimale de -32 °C;
- 34.3 Température élevée, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 après un entreposage à une température maximale de +71 °C;
- 34.4 Température basse, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 après un entreposage à une température minimale de -46 °C;
- 34.5 Autres conditions environnementales – les DAMS doivent aussi avoir subi des tests, et les résultats de ces tests doivent être fournis pour les conditions suivantes : immersion, vibration, choc, sable, poussière et humidité, pour montrer l'absence de dégradation des caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17.

W8486-014348 Appendix 1 Matrice Obligatoire		La proposition des soumissionnaires doit fournir suffisamment de détails pour démontrer la conformité à toutes les exigences obligatoires. Il est recommandé que la proposition des soumissionnaires suivre une séquence logique pour faciliter l'évaluation.	
EDT / Spécification	Sujet	Méthode de conformité	Référence de Proposition
			Conforme (Oui/Non)
EDT para 1.4	La tête goniométrique fournie avec les DAMS doit être de conception éprouvée (mise à l'essai), être actuellement en production (ou l'avoir été dans les douze derniers mois) et être utilisée par un membre des forces armées de l'OTAN ou de l'ABCA.	Déclaration de conformité	
EDT para 2.1	Les DAMS offerts doivent respecter l'ensemble des caractéristiques décrites dans les spécifications d'équipement des DAMS datées du 3 février 2014 et fournies à l'annexe B.	Déclaration de conformité	
EDT para 2.2	Les étiquettes et les plaques d'identification bilingues (anglais et français) doivent être apposées sur chaque grand ensemble, conformément à la Norme des Forces canadiennes (FC) D-02-002-001/SG-001, Identification du matériel appartenant aux Forces armées canadiennes.	Déclaration de conformité	
EDT para 2.3	Chaque DAMS seront fournis avec un manuel de l'opérateur, qui contient des instructions exploitation illustrée, d'entretien et de sécurité préventive et de l'utilisateur. Le manuel peut être l'entrepreneur ou format commercial. Le manuel devrait être bilingue anglais / français. Bien qu'il soit préférable qu'un seul manuel contient à la fois l'anglais et le texte français, il est acceptable que des documents distincts (l'un en anglais et un en français) sont fournis. Si le manuel n'est pas disponible dans un format bilingue, une seule version anglaise doit être livré et le MDN doit être fourni par écrit, le droit à la traduction et la reproduction (en interne ou par des tiers à la discrétion du MDN) le manuel de l'opérateur pour interne à l'utilisation du MDN.	Déclaration de conformité	
EDT para 2.4	L'entrepreneur doit fournir un document de contrôle des interfaces (ICD) qui décrit les paramètres de toutes les capacités de communication numérique offertes. Ce document doit être livré au responsable technique (RT) du MDN au plus tard 90 jours après l'attribution du contrat.	Déclaration de conformité	
EDT para 2.5	L'entrepreneur doit fournir une liste illustrée des pièces en format descendant, dans le format de son choix, qui indique les numéros de pièce de l'entrepreneur et les quantités par équipement pour chaque article. Cette liste des pièces doit être fournie au plus tard 120 jours après l'attribution du contrat.	Déclaration de conformité	

EDT para 2.6	Dans le cadre de la proposition, l'entrepreneur doit fournir une liste des pièces de rechange recommandées (LPRR) pour l'entretien des DAMS pendant deux ans d'utilisation. Cette liste doit comprendre tous les articles qui, de l'avis de l'entrepreneur, peuvent être remplacés par les utilisateurs et/ou les techniciens du MDN. Pour chaque pièce recommandée, la liste doit inclure le numéro de pièce du fabricant, le numéro de nomenclature OTAN (si possible), la quantité proposée, le prix unitaire et le prix calculé. Si des articles ne sont pas catalogués avec un numéro de nomenclature OTAN, l'entrepreneur doit fournir les dessins nécessaires dans les trois (3) mois suivant l'attribution du contrat pour permettre au MDN de cataloguer toutes les pièces de rechange.	Pièces de rechange initiales	
EDT para 2.7	Cours pour les opérateurs. L'entrepreneur doit proposer un cours pour les opérateurs, d'au plus trois jours, pour la « formation des formateurs », à offrir à l'École du Régiment royal de l'Artillerie canadienne, de la Base des Forces canadiennes Gagetown, au Nouveau Brunswick (Canada), pour un total de dix (10) stagiaires. Un aperçu préliminaire de ce cours doit être inclus dans la proposition technique.	Un aperçu préliminaire de ce cours	
EDT para 2.8	L'entrepreneur doit garantir qu'il peut offrir un service de soutien et de réparation des DAMS non utilisable pendant au moins cinq (5) ans après la livraison finale de tous les DAMS. Le délai d'exécution d'une réparation doit être déterminé par la disponibilité des pièces de rechange, mais il ne doit pas dépasser 90 jours après la réception de l'appareil à l'installation de réparation. Ce délai doit aussi s'appliquer aux réparations sous garantie, conformément à la période de garantie précisée dans le contrat attribué.	Déclaration de conformité	
EDT para 3.0	Le matériel doit être livré au 25e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes à Montréal, au Québec. L'entrepreneur doit respecter le calendrier de livraison suivant: a. 50 DAMS avant le 1er mars 2015. Les livraisons peuvent commencer dès que l'entrepreneur a des DAMS à livrer. Des livraisons partielles de 5 ou 10 appareils sont acceptables; b. 52 DAMS après le 1er avril 2015 et avant le 30 mai 2015; c. Cours pour les opérateurs : terminé avant le 30 avril 2015.	Déclaration de conformité	
Spéc para 5	Chaque DAMS doit comprendre les articles suivants: a. un appareil de mesure de l'orientation et de l'angle; b. un boîtier rigide de transport et d'entreposage c. des piles; d. un trépied; e. un manuel de l'utilisateur.	Déclaration de conformité	

Spéc para 6	Les DAMS doivent pouvoir être intégrés (mécaniquement et électroniquement) au stock existant du ministère de la Défense nationale (MDN) de jumelles de télémétrie laser VECTOR 21 Nite (code de matériel – 200044692).	Spécifications Données	
Spéc para 7	Lorsque les DAMS sont intégrés aux jumelles VECTOR 21 Nite en service, ils doivent pouvoir fonctionner comme un système portable autonome utilisé dans de la cadre d'activités débarquées.	Déclaration de conformité	
Spéc para 8	Pour fonctionner, les DAMS ne doivent pas exiger de systèmes cartographiques privés.	Déclaration de conformité	
Spéc para 9	Les DAMS ne doivent pas utiliser un GPS différentiel ni un moyen d'orientation par les astres comme principal moyen d'orientation.	Déclaration de conformité	
Spéc para 10	Les DAMS doivent respecter toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans tous les environnements de terrain, y compris dans un environnement urbain.	Analyse	
Spéc para 11	Les DAMS doivent répondre à toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans un environnement non couvert par le GPS.	Analyse	
Spéc para 12	Les DAMS doivent respecter toutes les caractéristiques de rendement décrites aux paragraphes 13 à 17 pendant leur utilisation dans un environnement magnétique.	Analyse	
Spéc para 13	Caractéristiques de rendement relatives à l'installation des DAMS:		
Spéc para 13.1	Aucun outil spécialisé ne devrait être nécessaire pour monter les DAMS;	Déclaration de conformité	
Spéc para 13.2	Pendant le montage des DAMS, aucune procédure de mise à niveau fine ne devrait être nécessaire;	Spécifications Données	
Spéc para 13.3	Les DAMS doivent pouvoir fonctionner lorsqu'ils sont mis au niveau à $\pm 5^\circ$ par rapport à l'horizontale;	Spécifications Données	
Spéc para 13.4	Les DAMS doivent fournir une aide visuelle pour aider à effectuer la mise à niveau approximative. Cette aide doit fournir une indication positive lorsque la mise à niveau des DAMS respecte la tolérance de $\pm 5^\circ$.	Spécifications Données	
Spéc para 13.5	Les DAMS doivent être entièrement fonctionnels et prêts à prendre des mesures moins de deux (2) minutes après leur mise sous tension par l'opérateur;	Test / Analyse	
Spéc para 13.6	Les DAMS doivent comporter une fonction « mise hors tension » simple qui permet à l'opérateur d'effectuer une mise hors tension rapide sans endommager l'appareil.	Déclaration de conformité	
Spéc para 14	Caractéristiques de rendement relatives à la précision des DAMS:		
Spéc para 14.1	Les DAMS doivent avoir une précision de l'orientation de moins de 3 millièmes (à 1 sigma) pendant leur utilisation entre 0° et 45° de latitude nord et 0° et 45° de latitude sud;	Spécifications Données	

Spéc para 14.2	Les DAMS doivent avoir une précision de l'orientation de moins de 5 millièmes (à 1 sigma) pendant leur utilisation entre 45° et 65° de latitude nord et 45° et 65° de latitude sud;	Spécifications Données	
Spéc para 14.3	Les DAMS doivent donner à l'opérateur une évaluation de la précision d'azimut pour son emplacement actuel;	Déclaration de conformité	
Spéc para 14.4	Les DAMS doivent fournir une précision de l'angle horizontal de 1 millième.	Spécifications Données	
Spéc para 15	Caractéristiques de rendement relatives à l'amplitude de mouvement des DAMS;		
Spéc para 15.1	Les DAMS doivent permettre de lire des angles horizontaux sur une plage de 6400 millièmes;	Spécifications Données	
Spéc para 15.2	Les DAMS doivent avoir une amplitude de mouvement vertical de ± 700 millièmes pour la charge utile des jumelles VECTOR 21 Nite.	Spécifications Données	
Spéc para 16	Caractéristiques de rendement des systèmes des DAMS:		
Spéc para 16.1	Les DAMS doivent déterminer leur propre position au moyen des données GPS, des entrées manuelles et de l'utilisation de la dernière position enregistrée;	Spécifications Données	
Spéc para 16.2	Les DAMS doivent produire des mesures des cibles en données polaires et selon le système de référence de carroyage militaire (MGRS);	Spécifications Données	
Spéc para 16.3	Les DAMS doivent afficher les lectures d'angles en millièmes et en degrés, selon la préférence de l'opérateur;	Spécifications Données	
Spéc para 16.4	Les DAMS doivent saisir et stocker des données de géolocalisation sur les cibles d'intérêt observées;	Déclaration de conformité	
Spéc para 16.5	Les DAMS doivent stocker plusieurs types de points, dont des points d'observation, des points de référence et des emplacements d'objectifs;	Déclaration de conformité	
Spéc para 16.6	Les DAMS doivent convertir des coordonnées MGRS en coordonnées de latitude et de longitude et en coordonnées de projection de Mercator transverse universelle (UTM);	Déclaration de conformité	
Spéc para 16.7	Les DAMS doivent permettre à l'opérateur d'entrer une porte de distance de sécurité précisée par l'utilisateur. Les coordonnées de la cible à l'intérieur de la zone de sécurité doivent être signalées à l'opérateur.	Spécifications Données	
Spéc para 17	Caractéristiques de rendement relatives à l'alimentation des DAMS:		
Spéc para 17.1	Les DAMS doivent utiliser des piles actuellement en usage au MDN;	Déclaration de conformité	
Spéc para 17.2	L'opérateur doit pouvoir remplacer la ou les piles sans outils non vendus sur le marché. S'il faut un outil, ce dernier doit être inclus avec chaque système;	Déclaration de conformité	
Spéc para 17.3	Chaque DAMS doit être fourni avec un nombre suffisant de piles pour permettre de mesurer au moins 20 orientations et 600 cibles pendant une période de 72 heures;	Analyse	
Spéc para 17.4	Les DAMS doivent afficher l'état de la capacité de la ou des piles pour donner une estimation de la charge restante;	Déclaration de conformité	

Spéc para 17.5	Les DAMS doivent inclure une fonction automatique de « mode veille » pour les périodes d'inactivité qui réduit au minimum la consommation d'électricité afin de préserver la puissance de la pile. Ils doivent redevenir pleinement opérationnels moins de 5 secondes après la sortie du « mode veille ».	Déclaration de conformité	
Spéc para 18	L'utilisation des DAMS doit être simple et facile pour les groupes OOA et les équipes CAA entraînés.	Déclaration de conformité	
Spéc para 19	Les DAMS doivent permettre les communications numériques et l'interface avec le Système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT) en utilisant au moins une des normes de connexion série suivantes : RS232, RS422/RS485 ou Universal Serial Bus (USB). Ils doivent produire l'état de l'appareil ainsi que les données d'orientation.	Spécifications Données	
Spéc para 20	Les DAMS doivent avoir la capacité et les moyens mécaniques pour établir une interface avec les stocks existants de récepteurs GPS évolués pour la défense (DAGR) et fournir à ceux-ci des données sur les cibles.	Déclaration de conformité	
Spéc para 21	Les DAMS doivent avoir la capacité et les moyens mécaniques pour établir une interface avec un ordinateur personnel ou un ordinateur portable au moyen d'une connexion USB et fournir à cet ordinateur des données sur les cibles.	Déclaration de conformité	
Spéc para 22	Le câblage, le poids et l'encombrement externe des DAMS doivent être réduits au minimum pendant le transport et l'utilisation.	Déclaration de conformité	
Spéc para 23	Les DAMS doivent inclure un trépied d'une hauteur minimale de 21 cm et d'une hauteur maximale d'au moins 150 cm.	Spécifications Données	
Spéc para 24	Le trépied des DAMS doit supporter de manière sécuritaire et stable une charge utile de 5 kg.	Spécifications Données	
Spéc para 25	Les DAMS dotés d'un trépied, d'un jeu de piles* et des jumelles VECTOR 21 Nite doivent peser au plus 8 kg. (*Un jeu de piles est défini comme le nombre suffisant de piles pour satisfaire aux exigences énoncées au paragraphe 17.3 des spécifications.)	Spécifications Données	
Spéc para 26	Les DAMS doivent comporter des mécanismes de verrouillage de la charge utile dans les positions atteignables dans l'axe horizontal et l'axe vertical.	Déclaration de conformité	
Spéc para 27	Les DAMS doivent inclure un écran qui montre les données pertinentes sur la plage complète de température de fonctionnement. L'écran doit être antirayure et antireflet.	Déclaration de conformité	
Spéc para 28	Les DAMS doivent comprendre une commande manuelle de réglage de l'intensité lumineuse de l'écran en fonction de toutes les conditions d'éclairage, du soleil brillant à la nuit.	Déclaration de conformité	

Spéc para 29	Les DAMS doivent être fabriqués en matériaux qui peuvent résister à l'exposition aux substances courantes (y compris les produits pétroliers (POL), les insectifuges, les crèmes à camoufler, les décontaminants, l'eau de mer, les aérosols, les alcools et les huiles pour le corps) sans dégradation de ses capacités.	Analyse	
Spéc para 30	L'extérieur des DAMS doit être revêtu surtout d'une peinture ou d'un matériau de couleur mate foncée.	Déclaration de conformité	
Spéc para 31	Les surfaces en métal exposées doivent comporter un fini chimique anticorrosion.	Déclaration de conformité	
Spéc para 32	Les DAMS doivent être fournis avec un boîtier de transport et d'entreposage renforcé. Le boîtier doit être assez grand pour ranger tous les éléments du DAMS, y compris les jumelles VECTOR 21 Nite dans leur pochette souple. Il doit être rigide et étanche, avoir un fini mat foncé et inclure un mécanisme de compensation de la pression pour le transport aérien.	Déclaration de conformité	
Spéc para 33	Les DAMS doivent être fabriqués et inspectés conformément à un système d'inspection de la qualité approuvé ISO 9000, ou équivalent, pour assurer le respect des normes en matière d'exécution, de qualité et de rendement.	Déclaration de conformité	
Spéc para 34	Les DAMS doivent avoir été testés conformément à la norme MIL-STD-810G ou à une norme équivalente pour les conditions environnementales suivantes:		
Spéc para 34.1	Température élevée, utilisation – les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 à une température maximale de +49 °C;	Test	
Spéc para 34.2	Température basse, utilisation – les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 à une température minimale de -32 °C;	Test	
Spéc para 34.3	Température élevée, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 après un entreposage à une température maximale de +71 °C;	Test	
Spéc para 34.4	Température basse, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, les DAMS doivent respecter les caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17 après un entreposage à une température minimale de -46 °C;	Test	
Spéc para 34.5	Autres conditions environnementales – les DAMS doivent aussi avoir subi des tests, et les résultats de ces tests doivent être fournis pour les conditions suivantes : immersion, vibration, choc, sable, poussière et humidité, pour montrer l'absence de dégradation des caractéristiques de rendement énoncées aux paragraphes 13 à 17.	Test	